

Ehpad : la colère des petites mains de la santé

Cinq cents manifestants ont dénoncé, hier à Metz, le cruel manque de moyens des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, inadaptés pour faire face à la prise en charge de résidents de plus en plus âgés.

« Sur les soixante résidents du Clos Fleuri à Fameck, quarante-deux sont en fauteuil. Pour une trentaine d'agents. Le non-respect des quotas qu'on nous avait fait miroiter est devenu intenable. Le ratio personnel/patient est de 0,5/1 alors qu'on devrait être à parité avec un agent par résident. »

Entre les repas, le service, le ménage, Cathy, agent de service logistique, court d'une tâche à l'autre. Son marathon quotidien ne lui laisse plus aucune marge et ramène le contact humain à la portion congrue. « Tous les Ehpad sont au bord du burn out »,éplore-t-elle. Comme elle, Martine, infirmière dans le même établissement a répondu hier à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, Unsa, CFTC, CFE-CGC et SUD.

Un lave-vaisselle pour Créhange

Se joignant aux quelque cinq cents manifestants réunis sur le parvis de la préfecture à Metz, l'intéressée parcourait le sombre tableau dépeint par Cathy : « On est plusieurs à avoir placé des proches ou des membres de notre famille dans des établissements où l'on travaille, et on ne trouve même plus de temps à leur consacrer. On doit pourtant un minimum d'attention à nos aînés. Ils sont là dans leur dernière demeure, au stade ultime de leur parcours. On ne peut pas se satisfaire de cette situation. »

Entre dépit et révolte, les manifestants dressent un constat sans appel : « On est les parents pauvres du système de santé. Rien que des chiffres et des statistiques. » Sabine, aide soignante, s'insurge à son tour : « Notre profession, on l'a choisie pour prendre soin de nos aînés et on



De nombreux agents des Ehpad sont venus manifester à Metz à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, Unsa, CFTC, CFE-CGC et SUD.

Photo Karim SJARRI

se retrouve complices de maltraitance institutionnelle. »

Partout le même son de cloche et la même détermination : « Le ménage ? On est à deux pour soixante chambres. » Le personnel des Chênes, à Créhange, réclame, lui, l'achat d'un lave-vaisselle pour la section Alzheimer. Murielle, lingère depuis 30 ans, ne parvient plus à tenir l'inventaire des dégradations qui affectent les conditions de travail. « Les départs ne sont pas remplacés, les arrêts maladies non plus... Les tâches supplémentaires ne cessent de croître. Il n'y a jamais d'argent, pourtant seul le profit compte. L'humain, ils s'en foutent. » En dépit de salaires en berne, les revendications de cette mobilisation inédite portent exclusivement

sur la nécessité de moyens supplémentaires. « Le matin on dispose de trois aides-soignantes pour cinquante résidents à l'Ehpad, et d'une aide-

soignante pour quinze malades Alzheimer auxquelles s'ajoute une infirmière. L'après-midi les effectifs dégingolent à trois agents, en

tout et pour tout ». Dîner à 17h30 et coucher dans la foule. La vie entre parenthèses.

X. B.

« Il manque 5 000 postes en Moselle »

La réforme des Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) promise par Agnès Buzyn, ministre de la Santé, inquiète professionnels et syndicats. Réclamant « l'abrogation de la réforme de la tarification » qui prévoit de faire converger progressivement jusqu'en 2023 les dotations aux Ehpad publics et privés, Emmanuel Tinnes, secrétaire général adjoint FO à la santé pour la Moselle, pointe la rallonge budgétaire de 50M€ promise par la ministre : « Cela représente 20 centimes/jour par résident », raille-t-il hier à Metz.

Près de 600 000 personnes vivent aujourd'hui dans l'un des 7 200 Ehpad, selon le ministère de la Santé, et 400 000 personnes y travaillent.

Les grévistes demandent « plus de moyens pour prendre en charge dans la dignité » les aînés, souhaitant un ratio d'un agent (tous métiers confondus) par résident dans les Ehpad, où les seniors arrivent de plus en plus dépendants et nécessitent davantage d'assistance. Sur ce critère, Emmanuel Tinnes évalue à cinq mille le nombre de postes à créer dans le département de la Moselle.

Les personnels des maisons de retraite craignent également qu'une réforme instaurant une convergence progressive des dotations entre Ehpad privés et publics, n'aggrave la situation financière des établissements publics et conduise à des suppressions d'emploi.